

Frankfort, 2017

## **Plus de 50 après : Achever la souveraineté et concrétiser le panafricanisme<sup>1</sup>, rôle pour l'intelligentsia et la diaspora**

Aziz Salmone FALL, Politologue-GRILA

Il est difficile de tirer un bilan tranché de la trajectoire des indépendances africaines. D'abord parce qu'elles sont relativement différentes les unes des autres. Les formations sociales qui célèbrent 50 ans d'accession à la souveraineté sont issues d'indépendances négociées. C'est à dire que les élans de souveraineté y ont été tronqués et freinés, leurs dirigeants progressistes assassinés, voir contrariés, ou si ils ont été toléré n'ont pu faire sortir leur pays du corset étriqué de la Division Internationale du Travail, du néo-colonialisme et ses accords de défense. Il faut comparer ces pays à ceux qui sont devenus indépendants juste avant eux, comme l'Éthiopie, l'Égypte, la Guinée ou le Ghana, et ceux qui les suivront comme le Mozambique ou la Namibie. Dans tous les cas, non seulement dans ces micro-États balkanisés la nation ne s'est pas complètement cristallisée pour des raisons d'histoire, de géopolitique géographie, mais tous ont mieux fait que l'ère coloniale, même si ils se feront piéger par les impasses de la guerre froide, l'impossibilité d'un non alignement et d'une construction nationale populaire authentique. Au Congo-Kinshasa par exemple le régime le plus brutal du continent, celui de Mobutu, aura mieux fait que la Belgique en formant en moins de temps des milliers de cadres alors que la Belgique n'en avait même pas formé une dizaine. L'aspect positif du 20 e siècle est que ces formations sociales se sont extirpées d'espaces déstructurés par plus de 3 siècles d'immonde traite négrière et un siècle de perfide colonisation.

Le néo-colonialisme et le regain d'impérialisme ont cependant constitué de longues diversions sur les possibilités réelles d'émancipation et de développement. On ne peut que saluer la lutte de libération de l'Algérie, ou plus tard celle des espaces lusophones qui ont fait basculer la métropole Lisbonne dans la révolution des œillets. Et surtout célébrer la défaite sud-africaine de Cuito Cuanavale grâce au sacrifices des cubains et des combattants d'Afrique australe, prélude au plus important évènement du siècle dernier : la chute de l'apartheid. Les perspectives

---

<sup>1</sup> Dédié à Ernesto Che Guevara, Mehdi Ben Barka et Amilcar Cabral, tour à tour assassinés. Cf *.La solidarité internationaliste des périphéries africaines et latino-américaines: renaissance de la Tricontinentale et riposte par l'autocentrage et l'autonomie collective contre le suprainpérialisme .* <http://www.azizfall.com/files/solidarite-latino.html>

qui s'ouvrent pour le 21<sup>e</sup> sont diverses et plus complexes. Autant l'Afrique peut être une chance pour une mondialisation différente, autant celle en cours lui fait courir de grands dangers... Les avancées révolutionnaires en Afrique du nord ouvrent des perspectives qui peuvent vite être confisquées par les culturalismes intégristes ou les illusions électoralistes. Il faut radicaliser les luttes dont on est frappé que les générations actuelles exigent si peu par rapport aux nôtres, tellement le néolibéralisme a fait reculer le progrès et combien leurs demandes sociales se résument à des exigences de simple dignité humaine. Quant à la démission de nos élites et l'éparpillement des forces productives et nos cerveaux ils posent de redoutables dilemmes pour notre continent. Il est cependant encore possible de canaliser l'épanchement et réorienter le flot vers le progrès social du continent. Mais encore faudrait-il que tous et toutes comprennent où nous en sommes.

L'Afrique n'a toujours pas pris conscience de la dimension historique et prédatrice du développement, de son culturalisme- pas seulement occidentalocentré- et surtout de son inclination à la quête insatiable de la croissance et du profit. Le développement est par essence prédateur et continue de revêtir la définition qu'en donne Gilbert Rist :

« Le développement » est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence qui, pour assurer la reproduction sociale obligent à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel et les rapports sociaux en vue d'une production croissante de marchandises (biens et services) destinés, à travers l'échange, à la demande solvable».i

De même la greffe de l'État moderne et sa fréquente inefficacité et ses rejets font oublier que l'État est pourtant historiquement né dans l'antiquité en Afrique. L'amnésie sur les modes de régulation et modes politiques dans les sociétés à États et sans États, de l'antiquité aux ères pré-occidentales, due à la destruction de 5 siècles de traumatismes de toutes sortes font douter à bien des africains de leur capacité de réinventer la démocratie.

Dès l'indépendance l'idéologie du rattrapage par la démocratie et le développement ont fait que la plupart des pays africains, se sont d'abord ruinés en dépense d'infrastructures et diverses formes de dépendances, puis ont sombré, après la fin de non recevoir faite au monologue nord-sud du NOEI, dans l'économie de l'endettement. L'enrichissement illicite et la gestion prébendière des élites politiques, le plus souvent compradores, se maintenant et se succédant par le parti unique et les coups d'état, ont gangréné le continent. La dernière

révolution a été écrasée au Burkina Faso avec l'assassinat de Thomas Sankara et il n'est pas exagéré de dire que l'ère des dirigeants intègres se fait plutôt attendre. La mondialisation néolibérale ses leures et ses lueurs va confiner le développement et la réduction de la pauvreté à des acceptions de plus en plus éloignées de l'autodétermination des pays. La décennie 90 et celle qui allait suivre a consisté à un démantèlement des fonctions de l'État et à sa reconfiguration néolibérale. Les architectes ont été la BM et le FMI, mais aussi des élites technocratiques et des milieux d'affaires, des aventuriers et criminels africains et étrangers plus intéressés à leur ponction qu'au devenir du continent. Les ajustements structurels se sont poursuivis générant la croissance sans retombées significatives. Les savants contournements des conditionnalités par les États ont cédé la place à la dimension politique de l'ajustement. En effet la bonne gouvernance et la cooptation de la société civile ont achevé d'accélérer la libéralisation. L'Afrique du sud a tourné le dos à son projet de RDP au profit du GEAR et l'arrivée du NEPAD/G8 a été davantage le signe d'un partenariat entre le cavalier et sa monture. C'est dans ce contexte que s'est poursuivi le pillage du Congo et la plus grande mortalité occasionnée à son peuple., soit plus de 5 millions de personnes L'horreur de la guerre et de la répression et son instrumentalisation dans plusieurs de nos formations sociales, la banalisation de la violence ont aspiré des pans entiers de nos sociétés dans une spirale deshumanisante. L'essoufflement du consensus de Washington et les efforts de reconnexion périphérique, insérant des archipels d'Afrique utiles dans une mondialisation prédatrice et en crise, exacerbent un profond ressentiment social. C'est que le manque de repentance historique de l'Occident et sa recolonisation des derniers espaces économiques utiles, auquel se sont joints de nouveau acteurs dits émergents comme la Chine et l'Inde, occasionnent dans les formations sociales africaines des réponses erratiques et diverses. Parmi elles, la démocratie de façade qui permet des formes de monarchies et de successions népotiques ubuesques, et les affligeants et sempiternelles querelles électorales. Mais il y a aussi un fond de résistance confuse et la redécouverte de schémas développementistes et de solidarité innovante. Ils sont bien éloignées des intégrismes de tout bord, qu'ils soient confrériques ou pas, et des autres culturalismes et dérives rétrogrades. Nous osons espérer que la jeunesse Africaine redécouvre dans cette résistance le développement autocentré.

L'Afrique est malgré sa modernisation très rapide encore captive de la vieille division internationale du travail, c'est-à-dire principalement assujettie à l'exportation de matières premières et de sources d'énergie, dont les réserves sont les plus riches de la planète. Il y a bien, de façon éparses, quelques fragiles

tissus industriels peu compétitifs et une faible part de l'investissement mondial. Malgré des taux de croissance supérieurs aux pays avancés, mais insuffisants pour leur développement, les formations sociales sont donc piégées entre le mode néocolonial de croissance, désormais essoufflé, et l'intégration au forceps dans la mondialisation. Celle-ci marginalise un grand nombre d'entre elles, coopte surtout des secteurs de rentabilité immédiate et favorise la fuite des cerveaux et des forces de réserve. Il en résulte une accentuation de la paupérisation, la privatisation de l'État et l'instrumentalisation des conflits pour l'enrichissement.

Pour moi, le champ de l'impérialisme est historiquement caractérisé par l'ensemble des rapports entre le mode de production capitaliste et tous les autres modes de production : qu'ils soient précapitalistes ou non capitalistes. Cependant, nous entrons dans une nouvelle phase de cet impérialisme que je nomme le supra-impérialisme du mégalo-ensemble. Une phase permanente du capitalisme mais qui transcende la conception précédente, puisque d'une part s'intensifie, en plus de ce qui subsiste de l'ère précédente, un rapport stratégique renouvelé entre les formations sociales dominantes elles-mêmes. D'autre part, il y a l'avènement, du fait de la mondialisation – que je préfère qualifier de mégalo-ensemble pour sa prétention totalisante et surdéterminante – d'une plus grande hégémonie transnationale mondiale liant oligopoles, États, réseaux civils-communautaires et acteurs privés. Ce supra-impérialisme, surdéterminant notre système monde sous la houlette des États-Unis, s'épanche par redéploiements verticaux et transversaux et par régionalisations. Le G20 une entité antidémocratique et sans mandat essaye de réguler les crises mondiales en l'absence d'un multilatéralisme réel et pour nous africain une véritable entité d'intégration continentale. Le temps presse. L'Afrique doit s'unir par des initiatives hardies et à notre portée.

L'Afrique doit dépasser le plan de partenariat du NEPAD pour se doter de son propre plan de développement continental. Maîtriser les leviers de son accumulation et compter sur ses propres forces pour moderniser sa production afin de satisfaire d'abord les besoins de la population africaine. Le développement autocentré panafricain est un horizon toujours pertinent pour le progrès social en ce début de siècle, pour éviter l'anomie de nos sociétés humaines (leur déstructuration et le chaos) et l'écroulement de nos écosystèmes. Le chemin se fait en marchant, ce qui n'empêche pas de réemprunter des traverses, tantôt sinueuses, mais fécondes, ou d'en éviter d'autres inutiles et sans issues. Les expériences des mouvements de libération nationaux, les aspirations de la tricontinentale et du non-alignement, les capacités de compter sur ses propres

forces de la déclaration d'Arusha, aux plus récentes conclusions issues des forums sociaux mondiaux comme la déclaration de Bamako sont encore des sources d'inspiration. Nul ne peut prédire l'issue des luttes, et le futur proche résultera des bouleversements dans les rapports de forces sociopolitiques, économique culturels, entre genres et entre générations. Il s'agit de consolider les acquis, d'élargir le champ d'une réponse sociale progressiste contre le modèle unilatéral du marché et son apartheid mondial. Il faut à l'échelle des formations sociales africaines des réformes pour des projets de société viables. Ceci est hypothétique sans un effort de désengagement sélectif et d'autocentrage et l'intégration régionale et collective de ceux qui optent pour une telle alternative. Je propose le panafricentrage comme stratégie de sortie de crise pour libérer le continent et assurer son équilibre.

Le panafricentrage se propose plutôt d'être une doctrine puisant dans des racines réactivées. Le panafricentrage s'articule, d'une part, autour d'une philosophie qui prône la *maa't* (au sens d'équilibres cosmique, terrestre et personnel, de vérité et de justice sociale) et la redécouverte de nos schémas socioculturels et politiques de régulation. Il repose, d'autre part, sur une praxis d'intégrité menant à un progrès autocentré panafricain internationaliste non sexiste et écologique pour une contribution à un monde polycentrique.

C'est un historique *maatérialisme*, partant des conditions historiques d'existence matérielle des africains et africaines; appréhendant leur processus de transformation et de reproduction afin d'atteindre une praxis révolutionnaire. Il incombe aux masses laborieuses et aux intellectuels organiques de l'Afrique et de la diaspora de forger cette alternative contre les phases prédatrices de mondialisation qui n'autorisent que des options compradores et leurs chimériques intégrations continentales. Il nous faut apprendre à endurer et contrer l'oppression en multipliant et en canalisant des milliers de réseaux et ramifications qui vont dans le sens de cet élan panafricain. Le panafricentrage c'est le processus de conscience politique et historique d'autonomie collective continentale favorisant, par une rupture sélective avec le capitalisme dominant, la maîtrise de l'accumulation, son équitable redistribution. Il promeut la revalorisation de la valeur d'usage et de nos solidarités, un renouveau socio-culturel permettant à l'Afrique d'apporter sa contribution active à notre ère.

---

i Rist, Gilbert, *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Presse de Science Po, Paris 1996, pp 26-35